

Près d'un salarié français sur deux serait prêt à démissionner en cas d'inégalités salariales femmes-hommes au sein de son entreprise

- *Près des deux tiers (60 %) des travailleurs européens envisageraient de rechercher un autre emploi si leur entreprise pratiquait un écart de rémunération injuste entre leurs collaborateurs masculins et féminins, une proportion qui s'élève à 72 % chez les femmes interrogées.*
- *Plus d'un quart des européens (27 %) estime qu'un signalement des écarts de rémunération devrait être mis en place au sein de leur organisation*
- *En France, près d'un tiers (30%) des salariés, dont 34 % de la « Génération Y », estime que les écarts de salaires entre les sexes doivent être dénoncés.*
- *En France, plus d'une femme sur deux envisagerait de quitter son emploi si elle constatait des inégalités salariales dans son entreprise.*

Paris, le 26 mars 2019 – [ADP](#) (Automatic Data Processing) pour son étude annuelle « [The Workforce View in Europe 2019](#) » a interrogé 10 585 salariés en Europe, dont 1 410 en France, sur leur sentiment à l'égard de leur environnement professionnel.

L'inégalité salariale, une thématique à l'honneur depuis quelques années, demeure un problème sérieux sur l'ensemble du continent, où les femmes perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 16 % [à celui des hommes](#). Le signalement des différences de rémunération entre les sexes est d'ores et déjà une pratique actée au Royaume-Uni et en France, où un index de l'égalité professionnelle a été mis en œuvre depuis le 1^{er} mars 2019 pour les entreprises de plus de 1 000 collaborateurs. Mais la lutte contre ces inégalités de rémunérations persistantes a encore du mal à s'imposer dans certains pays européens.

D'après l'étude, la dénonciation des inégalités salariales entre hommes et femmes fait l'objet d'un soutien croissant en Europe. Plus d'un quart des salariés (27 %) estime qu'un signalement des écarts de rémunération devrait être mis en place au sein de leur organisation, soit une hausse de cinq points par rapport à l'année précédente.

La possibilité de signaler les écarts salariaux soulève le plus d'enthousiasme en Espagne (34 %), en Suisse (34 %) et en Italie (30 %), mais ne convainc que 11 % des salariés néerlandais. En France, 29 % des salariés encouragent un tel signalement, avec sans surprise une plus grande demande chez les femmes (34 %) que chez les hommes (25 %).

Cette étude révèle en outre que la tolérance des salariés européens à l'égard des inégalités salariales de genre tend à se réduire : près des deux tiers (60 %) affirment qu'ils envisageraient de rechercher un emploi ailleurs s'ils avaient connaissance de ce type de pratique inégalitaire au sein de leur entreprise. Les Italiens sont les plus susceptibles d'envisager la recherche d'un autre emploi en cas de découverte d'écarts de rémunération injustes dans leur entreprise (73 %), suivis des travailleurs britanniques et espagnols (68 %). À l'autre extrémité du spectre, les salariés français sont moins enclins à prendre cette décision (46 %), dont une majorité de femmes (55 % contre 37 % de leurs collègues masculins).

Parmi les quatre générations représentées sur le marché du travail, les Millenials (natifs des décennies 1980-1990) se montrent les plus hostiles aux écarts de salaires hommes/femmes. C'est notamment le cas chez les travailleurs français âgés de 25 à 34 ans : ils sont plus d'un tiers (34 %) à juger nécessaire la dénonciation de ces inégalités au sein de leur organisation, trois quarts (67 %) d'entre eux allant même jusqu'à se déclarer prêts à changer d'entreprise s'ils découvriraient l'existence d'une telle discrimination de la part de leur employeur.

Carlos Fontelas de Carvalho, Président d'ADP en France et en Suisse, commente : « *En dépit d'incitations au changement largement relayées, les disparités salariales entre les hommes et les femmes apparaissent hélas encore et toujours comme une pratique profondément enracinée dans les entreprises européennes. Un trop grand nombre de femmes restent moins bien rémunérées que leurs homologues masculins et il faut que les entreprises mesurent ces écarts et agissent pour les réduire, conformément aux réglementations pour rétablir l'équilibre.*

Les résultats de nos enquêtes montrent clairement que les collaborateurs exigent de plus en plus que la responsabilité des entreprises soit reconnue. Si aucun changement n'a lieu rapidement, les salariés vont marquer leur désapprobation par un départ de l'organisation, ce qui risque d'impacter l'engagement des autres collaborateurs, ainsi que les performances et la réputation des entreprises concernées ».

A propos de l'étude :

Le rapport « [The Workforce View in Europe 2019](#) » étudie les comportements et l'état d'esprit des salariés face au monde du travail actuel ainsi que leurs attentes vis-à-vis de leur futur environnement de travail. Les recherches ont été menées en octobre 2018 par Opinion Matters, agence indépendante d'études de marché. L'échantillon représente 10 585 salariés dans huit pays à travers l'Europe : France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne, Suisse et Royaume-Uni.

A propos d'ADP

Concevoir de meilleurs modes de travail grâce à des solutions à la pointe de la technologie, des services haut de gamme et des expériences uniques qui permettent aux collaborateurs d'atteindre pleinement leur potentiel. Ressources Humaines, gestion des talents, rémunération globale, paie et conformité, basées sur les données et conçues pour vos collaborateurs.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur fr.ADP.com

Service de presse ADP

Rumeur Publique

Marie Goislard - Tél : 01 55 74 52 33

Romain Spinazzé - Tél : 01 82 28 37 25

E-mail : adp@rumeurpublique.fr